

**FIGURES ET RATIONALITES DU « *PATANTI* » EN MILIEU M'BELME
DU NORD-OUEST DU BENIN.**

**FIGURES AND RATIONALITIES OF THE "PATANTI" IN M'BELMÈ
ENVIRONMENT OF NORTH-WEST BENIN.**

Dr Hervé Bonaventure Mètonmassé GBENAHOU

Chercheur Associé au Laboratoire d'Analyse des Dynamiques sociales et des Etudes du
Développement (LADyD)
herve.gbenahou@gmail.com

Roch L. MONGBO

Professeur titulaire des Universités du CAMES, Professeur, FSA _ UAC-Bénin
Directeur du Laboratoire d'Analyse des Dynamiques sociales et des Études du
Développement (LADyD)
Rochl_mongbo@yahoo.fr

Résumé

Cet article tente de comprendre et d'analyser les logiques qui fondent le « *Patanti* » tontine de boisson. Le contexte de recherche est la commune de Cobly (Atacora-Nord-Ouest du Bénin), notamment le milieu *M'belmè*. L'article a été élaboré à partir d'une étude de cas. Le travail empirique s'est nourri d'observations, d'analyse de documents et d'une vingtaine d'entretiens approfondis. Ceux-ci ont duré entre 90 et 180 minutes et ont permis de dévoiler les caractéristiques, les antinomies et les tensions latentes propres au « *Patanti* ». Ils ont été complétés par une analyse de la littérature sur les associations locales et les processus d'*empowerment* des femmes. Alors que les activités suscitées ou appuyées par les projets peinent à s'épanouir dans la commune de Cobly, le « *Patanti* » tontine de boisson initiée localement par les femmes prospère. Elle renforce le capital économique des femmes membres, les met à l'abri des crédits usuriers et familiaux, participe à la diversification de leurs sources de revenus, contribue aux revenus de leurs ménages et par là même, à la sécurité alimentaire, les aide à contribuer à la satisfaction des besoins fondamentaux des membres de leurs ménages, notamment des enfants et à prendre en charge leurs dépenses de prestiges et de souveraineté. Ce faisant, ce sont *leurs* Pouvoirs d'Agir qu'elle tente de renforcer.

Mots clés : *Patanti*, Economie solidaire, rationalités, Pouvoir d'Agir des femmes.

Abstract

This article attempts to understand and analyze the logic behind the "Patanti". The research context is the municipality of Cobly (Atacora-North-West Benin), especially the M'belmè area. The article was developed from a case study. The empirical work has been informed by observations, document analysis and about twenty in-depth interviews. These lasted between 90 and 180 minutes and allowed to unveil the features, antinomies and latent tensions specific to "Patanti". They were supplemented by an analysis of the literature on local associations and women's empowerment processes. While activities sparked or supported by projects are struggling to flourish in the municipality of Cobly, the "Patanti" drink tontine initiated locally by women prosperous. Patanti" drink tontine strengthens the economic capital of women members, protects them from usurious and family credit, helps to diversify their sources of income, contributes to their household income and, consequently, to food security, helps them to contribute to the satisfaction of the basic needs of their household members, especially children, and to support their expenses of prestige and sovereignty. In doing so, it is their Powers to Act that it tries to reinforce.

Keywords: Patanti, Solidarity economy, rationalities, Power to act of women.

Introduction

Dans les sociétés africaines, les rapports de genre codifient et organisent les sphères sociale, économique, culturelle et culturelle. Dans ces sociétés, de nombreux stéréotypes définissent donc les statuts et les rôles des individus qui semblent conséquemment sous-tendre leurs comportements. Il en découle d'énormes discriminations et vulnérabilités surtout liées aux processus de participation aux espaces publics et d'accès aux ressources et aux pouvoirs de décision et de contrôle des capitaux. Cependant, les situations ont connu, dépendamment des lieux et des périodes, des évolutions variables.

Dans les années 1970, une prise de conscience des revers du rapport de genre défavorable aux femmes a été notée et des actions furent engagées en vue de rétablir l'équité. Ces actions se sont intensifiées après la première décennie de la femme (1975-1985), qui a vu certaines organisations entreprendre des luttes fortes et progressistes contre les iniquités fondées sur ces rapports de genre, notamment sur les rapports de sexe. A cette époque, l'Intégration des Femmes au processus de Développement (IFD) était au cœur de toutes les préoccupations et des stratégies de lutte.

A partir des années 1990, les diverses actions engagées visaient plutôt l'identification et la lutte contre les discriminations basées sur le genre et la considération, dans les interventions en développement, des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des différents acteurs, notamment des femmes. Ce contexte a contribué à contribuer à corriger les insuffisances de l'IFD et à donner plus de visibilité aux femmes.

Conséquemment à ces évolutions contextuelles, les focales d'actions et d'analyse ont progressivement changé. En effet, avec le temps, le sexe est apparu insuffisant pour expliquer les situations que vivent certains acteurs sociaux, surtout les femmes. Dans cette perspective, de nombreux projets ont tenté de restaurer les femmes dans leurs droits et de faciliter leur accès, autant à la sphère publique, qu'aux capitaux de production. Ces appuis, portaient en eux, non seulement les germes de leur autonomisation, mais aussi et surtout, du renforcement de leur *empowerment*. Depuis, de nombreuses dynamiques ont contribué à l'émergence de

changements, certes variables, mais notables, dans les situations qu'elles connaissent. Ainsi, ailleurs comme au Bénin, certaines femmes s'organisent et prennent des positions face aux mutations sociales et économiques en cours. Cela se fait par l'entremise de nombreuses organisations créées à cet effet. Cet élan organisationnel, noté surtout dans les milieux urbains et péri urbains, a été fortement suscité de l'extérieur ou appuyé par des acteurs extérieurs. La nouvelle réalité qu'il a contribué à dessiner, si elle donne de la visibilité aux femmes urbaines et péri urbaines, a longtemps participé à la mise en marge des dynamiques associatives qui ont cours dans les milieux ruraux. Or, dans ces milieux, les traditions associatives ont été perpétuées à travers la création de nombreux groupes et réseaux d'entraide, de solidarité et/ou de gestion de la pénibilité en agriculture. Par ailleurs, vers la fin des années 1990, la dynamique observée dans les milieux urbains et péri urbains a gagné progressivement les espaces ruraux où on observe alors une hybridation du paysage associatif. Toutefois, en dépit de leur forte contribution à la structuration du paysage associatif dans ces milieux, les associations locales semblent toujours moins visibles que celles suscitées et/ou appuyées par des acteurs extérieurs qui démarchent de façon permanente leur reconnaissance institutionnelle et sociale et les espaces de négociations financières auprès des organismes d'appuis et/ou d'aide au développement.

Aborder la question des rapports de genre incite également, au-delà de cette brève historique, à revenir sur les différentes approches au travers desquelles ils ont été analysés en sciences sociales. Selon C. Moser (1993), la lecture des recherches effectuées révèle quatre approches d'analyse. Il s'agit de l'approche « bien-être », de l'approche « équité », de l'approche « lutte contre la pauvreté » et de l'approche « efficacité » qui met en évidence les Besoins Pratiques de Genre (BPG) et les Intérêts Stratégiques de Genre (ISG). A ces approches, il conviendrait, au regard des développements récents dans ce champ d'analyse, d'ajouter l'approche « *genre-empowerment* » qui est une approche d'analyse empirique et inductive qui vise d'abord à voir quels sont les Besoins Pratiques de Genre (BPG) et les Intérêts Stratégiques de Genre (ISG) pris en compte dans les sphères sociales et suivant quels mécanismes. Ensuite, cette approche cherche à comprendre les processus d'acquisition de pouvoirs et d'autonomie par les acteurs sociaux, surtout les femmes. Enfin, elle tente d'appréhender et de contextualiser les

dynamiques que connaissent les rapports de force entre sexes. Sans homogénéisation, toutes les recherches conduites se sont donc intéressées aux dynamiques observées, à la place que les femmes y occupent et à ce que cela leur apporte. Indépendamment des approches d'analyse indiquées par Moser (1993), il est loisible, à la lecture des différentes recherches, de constater que deux thèses se sont généralement affrontées. La première, en dépit des dynamiques observées, tend à présenter les femmes comme de simples objets agis par les hommes et donc comme des victimes passives de leur domination sans partage. Or, les situations qui prévalent semblent plus complexes. En documentant les capacités des femmes à agir, même dans des contextes particulièrement oppressants, la seconde thèse nuance, voire contredit la première. Les auteurs qui la légitiment, notamment les femmes qui y ont contribué, ont tenté, dans des contextes variés, comme l'écrit de Lame (2000), de rappeler les places privilégiées que certaines sociétés accordent aux femmes et de restaurer les capacités de ces dernières à transgresser les normes, accommoder des sphères de pouvoir propre, prendre leur existence en main. Ils ont également rappelé le caractère transversal de ces rapports de genre et la nécessité de les intégrer dans toutes les recherches sociologiques et anthropologiques. Cette mise au goût du jour des situations réelles que vivent les femmes a donc donné lieu à une riche et diversifiée production scientifique qui a contribué à montrer que les femmes ne sont pas une « catégorie sociale désincarnée (basées sur la classe ou tout autre critère de classification) » (Long, 1994 : 5). Pour y parvenir, les auteurs soutenant cette seconde thèse se sont spécifiquement intéressés à *l'agencité*¹ et aux processus d'*empowerment* des femmes. Toutefois, ils se sont beaucoup plus appesantis sur les initiatives appuyées de façon *top down* par des acteurs extérieurs, tels que les coopérations au développement, les ONG, les confessions religieuses et les structures étatiques. Tout laisse à croire, au regard de cette focalisation des recherches récentes sur les initiatives *boostées* de l'extérieur, que les capacités des initiatives locales à renforcer l'*empowerment* des femmes est faible.

Sans renier l'existence de nombreux travaux scientifiques probants sur les initiatives portées à bout de bras par les populations africaines elles-mêmes, notamment les femmes africaines, la

¹ « La notion d'"agency" attribue à l'acteur individuel la capacité de traiter l'expérience sociale et d'élaborer des moyens pour se débattre dans la vie, même sous les formes les plus extrêmes de coercition » (Long, 1994 : 6).

présente recherche se donne deux ambitions. Premièrement, elle voudrait insister sur leur insuffisance. Deuxièmement, elle relève la nécessité, à partir de recherches empiriques inductives, de décrypter et d'analyser les mécanismes pensés et les actions conduites localement pour le renforcement de l'*empowerment* des femmes. Prenant donc pour focale ce que d'aucuns appellent, bien souvent d'ailleurs maladroitement et péjorativement, « initiatives endogènes », elle tente, sous l'angle de l'approche d'analyse « genre-*empowerment* », de comprendre et d'analyser les logiques qui fondent et déterminent les activités des associations paysannes qui sortent du champ des appuis extérieurs. Pour le faire, elle s'ancre dans l'Atacora au Nord-Ouest du Bénin, notamment dans la commune de Cobly, pour appréhender le « *Patanti* » ou la "tontine de boisson", une initiative locale autour de laquelle s'entrecroisent de multiples rationalités. La nécessité de travailler sur le « *Patanti* » se fonde sur deux constats simples. Premièrement, alors que les associations et les activités suscitées ou appuyées par les projets peinent à s'épanouir dans cette commune, le « *Patanti* » initié localement par les femmes émerveille et s'étale. Deuxièmement, cette initiative locale est au centre de nombreuses perceptions « abjectes » qui focalisent l'attention sur le caractère saoulant du produit autour duquel les femmes se rassemblent. Au regard de ces deux constats, on voit bien émerger, dans les espaces que légitiment le « *Patanti* », des notions opposées : caractère saoulant du produit versus fonctions sociales. Loin de postuler que le « *Patanti* » ne possède que des fonctions positives, cet article, du moment où des notions apparemment antithétiques s'entremêlent dans les espaces qu'il crée pour lui donner sens et vie, fait le pari de dresser ses trajectoires. Il semble également important de l'étudier parce qu'il répond à la logique en vogue de « promotion des femmes par le bas », bien qu'il ne s'inscrive pas dans les mêmes référentiels que les organisations extérieures porteuses de ce slogan et leurs bras opérationnels au niveau local. Eu égard à ce qui précède, il est loisible de se demander quelles figures présente le « *Patanti* » dans un milieu aussi contraint que le *M'belmè* et quelles sont les rationalités qui le fondent ? Autrement dit, doit-on considérer le « *Patanti* », tel qu'il est présenté ordinairement, c'est-à-dire comme une aberration sociale ou comme une initiative qui contribue au renforcement de l'*empowerment* des femmes ?

L'article répond à cette interrogation en trois parties. Dans un premier temps, il met l'accent sur le milieu d'étude et la démarche méthodologique suivie. Ensuite, l'historique et les manifestations du « *Patanti* » en milieu M'Belmè de Coby sont abordés avec l'objectif d'en comprendre les fondements. Enfin, il les rationalités et fonctions qui structurent cette pratique sociale seront particulièrement mises en exergue et analysées.

1. Du milieu d'étude et de la démarche méthodologique

Dans cette section, il est présenté le milieu d'investigation et la démarche méthodologique suivie pour collecter et analyser les données.

1.1. Le milieu M'belmè : brève présentation

Coby est une commune de la République du Bénin (Afrique de l'Ouest) sise dans la région Nord-Ouest, notamment dans l'Ouest du Département de l'Atacora. Elle compte, selon le quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH₄) réalisé au Bénin en 2013, 67 603 habitants dont 32 784 habitants de sexe masculin et 34 819 habitants de sexe féminin. Entre 2002 et 2013, cette commune a connu un taux d'accroissement censitaire de 8,8 % (RGPH₄). Elle s'étend sur une superficie d'environ 825 km² et compte trois groupes sociolinguistiques dominants à savoir : les *M'belmè* communément appelé *N'yendé*, les *Gangam* et les *Kountéimba*. Les *M'belmè* sont un groupe sociolinguistique qui relève des « *Guaou Otamari* et apparentés » qui font 59,3 % de la population totale du département de l'Atacora selon le RGPH₄. On les retrouve spécifiquement dans la commune de Coby où ils font 70 % de la population selon le RGPH₃ réalisé en 2002². Cette commune est rentrée très tôt en contact avec les projets. En effet, déjà dans les années 1990, elle avait reçu ses premiers projets, notamment les interventions néerlandaises. Une analyse des projets reçus depuis lors dans le secteur agricole montre qu'ils se sont orientés vers la facilitation de l'accès aux intrants agricoles et aux microcrédits, la réalisation d'infrastructures de stockage des produits agricoles et de transformation agro-alimentaire, le renforcement des capacités des acteurs. Concernant la production agricole, la commune a connu d'abord l'ère de l'arachide et de l'igname (1980) à laquelle a succédé l'époque du coton à partir des années 1990. A partir des

² Le RGPH₄ ne va pas dans ces niveaux de détails.

années 2005, l'époque des vivriers, notamment le maïs, le riz et les cultures maraîchères a succédé à celle du coton. Si les spéculations évoquées ci-dessus ont connu des temps spécifiques de gloire, la filière sorgho en général et en particulier la bière locale (*Tchoukoutou*) qui en découle après transformation ont traversé toutes les époques jusqu'à nos jours. Il en est de même pour la commercialisation de cette bière qui demeure l'apanage des femmes.

1.2. La démarche d'appréhension du « Patanti »

Selon Piraux J. (2000 : 38), « s'interroger sur le sens et la portée des groupements féminins ruraux dans le cadre d'une anthropologie empirique du genre, demande d'étudier les groupements dans le milieu qui les a vu naître et leur donne sens ». L'approche méthodologique retenue est donc socio-historique et micro-analytique, parce qu'elle renvoie à des réalités qui se situent à l'échelle du phénomène documenté. Au cours de l'enquête de terrain, réalisée dans le cadre d'une recherche doctorale portant sur la socio-histoire des interventions en développement reçues dans la commune de Cobly et approfondie après, il a été observé et documenté la façon dont le « *Patanti* » se présente et comment il contribue à structurer l'espace associatif et les trajectoires des acteurs. La démarche est multi temporelle parce que la production des données s'est faite en deux temps. Le premier temps a couru de Janvier à Juin 2014 (en cours de thèse) et le second temps s'est étalé d'Août à Septembre 2017 (après la défense publique de la thèse). L'étude de cas conduite suivant une approche ethnographique a été retenue comme technique de collecte, parce qu'elle a permis de passer par une théorisation ancrée. Ce choix a été fait parce que, comme l'écrivent Hammersly, Gomm et Foster (2000), l'observation et les entretiens approfondis sur le terrain ont permis de voir à l'œuvre « *in situ* » des chaînes de causalité et se manifester des relations entre variables « *in vivo* » et par la suite d'échafauder les analyses (Hammersly, Gomm et Foster, 2000 cités par Latzko-Toth, 2009). Cet article s'inscrit donc dans ce qu'il convient d'appeler « étude de cas ouverte » qui permet une compréhension profonde des phénomènes sociaux, des processus les composant et des personnes y prenant part et favorise une émergence de propositions théoriques au fur et à mesure de la description dense (*thick description*) de ces phénomènes sociaux (Latzko-Toth, 2009 ; Gagnon, 2012). Selon Gagnon (2012 : 5-9), il faut

parcourir huit (08) étapes pour réaliser une telle étude de cas. Cette subdivision qui semble rigide a été « incluse dans » et « rendue flexible par » la démarche ancrée choisie et rigoureusement conduite sur le terrain. Le travail empirique s'est nourri d'observations, d'analyse de documents et d'une vingtaine d'entretiens (24 au total) approfondis conduits avec certains acteurs participant aux activités de ces groupes, certains responsables administratifs et certains acteurs de la société civile. Les entretiens qui ont duré entre 90 et 180 minutes ont permis de dévoiler les caractéristiques, les antinomies et les tensions latentes propres au « *Patanti* ». On les a complétés par une analyse de la littérature sur les associations locales et les processus d'*empowerment* des femmes. Centrée sur les figures et les rationalités du « *Patanti* », l'enquête présentée ici laisse délibérément de côté les représentations ordinaires sur cette réalité sociale pour analyser le dispositif mis en place, ses formes d'organisation propres, les tensions qui le traversent et les fonctions qu'il assume. Les analyses des données ont suivi un schéma triptyque basé sur la présentation des données, leurs interprétations et enfin une analyse transversale.

2. Le « *Patanti* » en milieu M'belmè de Cibly

Dans le milieu M'belmè, la vente du *Tchoukoutou* reste la principale source de revenus pour les femmes. Cette boisson dont la vente et la consommation sont devenues des faits objectivables est ordinairement cédée avec des Calebasses dont la mesure coûte entre 25 f CFA et 50 f CFA (entre 0,08 et 0,076 euros).

2.1. Des origines mythiques à la commercialisation du *Tchoukoutou*

La boisson autour de laquelle s'est formalisée le « *Patanti* » est le *Tchoukoutou*. Réalisée à base du sorgho, cette bière locale semble avoir à Cibly une origine mythique.

« Historiquement, le Tchoukoutou est une denrée sacrée et ce sont les Bènamitchabè³ de Namoutchaga qui en détiennent le monopole. Ce sont eux qui sont les premiers à en fabriquer sur instruction du génie de la forêt « Siawéssi » (ce sont des nins). En fait, c'était un chasseur de la localité qui avait le don de voir ce que font ces génies qui a été le premier à faire cette préparation. En effet, au cours d'une partie de chasse, il a

³ Ethnie du village Namoutchaga dans l'arrondissement de Kountori dans la commune de Cibly.

découvert et a goûté à cette boisson préparée et laissée par les génies. Au retour, ces derniers l'ont grondé et ont menacé de le tuer. Après le mea culpa et les supplications, il fut accepté au milieu de ses hôtes. Au cours des échanges qui s'enclenchèrent, il leur notifia que ce à quoi il a goûté était délicieux et qu'il aurait aimé savoir en préparer. Les génies accédant à cette doléance lui apprirent à le faire. De retour à la maison, il essaya et réussit la préparation de cette boisson. Celle-ci est alors progressivement rentrée dans les habitudes culturelles et cultuelles de sa localité. Elle s'est ensuite étendue aux autres localités de la commune sans jamais être commercialisée. La première femme qui a osé la vendre contre des cauris a attiré la colère de tous. (...) C'est bien après que la marchandisation du Tchoukoutou s'est progressivement généralisée. Aujourd'hui, elle est rentrée dans les mœurs des habitants de toutes les localités de la commune, de sorte que le plus grand nombre de hangars y est consacré dans les différents marchés » (Binintou, Notable, Nanagadé, Juin 2014).

Cette origine mythique conférée à la boisson *Tchoukoutou* autour de laquelle se formalise le « *Patanti* » semble expliquer la place prépondérante qu'elle occupe dans les sphères et les pratiques sociales à Cobly. La marchandisation de cette boisson a été progressivement imposée par les femmes, ce qui révèle, comme l'a écrit de Lame (2005), leur capacité à transgresser les normes établies, souvent à l'insu de leurs garants et à prendre leur destin en main. Cette commercialisation, désormais séculaire, n'a aucunement contribué à baisser la place prépondérante qu'occupe le *Tchoukoutou* dans les cérémonies, les rites et rituels de toutes sortes. Ces fonctions cultuelles et culturelles méritent d'être investiguées dans un autre cadre.

« Un jour, une dame a loué un cabaret à 3500 f CFA (5,33 euros). Elle a acheté le sorgho à 5000 f CFA (7,62 euros) et elle l'a germé. De même, elle a payé l'eau à 500 f CFA (0,76 euro), le bois à 1000 f CFA (1,52 euros) et loué la marmite à 500f CFA (0,76 euro) pour préparer le Tchoukoutou. Le prix de revient de la boisson tournait autour de 8500 f CFA (13 euros). Elle amène sa boisson au cabaret, mais malheureusement elle n'a vendu que pour 3500 f CFA (5,33 euros). Or, elle doit rembourser les frais de la location journalière du cabaret qui s'élèvent à 3500 f CFA (5,33 euros). C'était le cabaret d'un certain Aboudou. Quand elle a fini, elle a fait le point. Elle a compté et recompté, mais elle ne trouve que 3500 f CFA (5,33 euros). Malgré elle, elle va chez Aboudou l'appelle et dit : "j'ai fini et je veux te donner ton argent. Elle lui donne les 3500 f CFA (5,33 euros) et il prend, naturellement. Quelques instants après, elle avança, s'arrêta et se retourna pour lui demander « Aboudou, Ahouannitchot Ka aaa » (Lit. « Aboudou, tu as vraiment pris » ?) Elle a ensuite fondu en sanglots et a pleuré tout le temps. Le monsieur ayant eu pitié, a enlevé 1500 f CFA (2,28 euros) qu'il lui a ristournés. Elle devait balayer et lavé le cabaret, etc., mais elle est rentrée chez elle en pleurant » (Titiyo, producteurs, Tokibi, Avril 2014).

La question que ce cas, récurrent dans la commune, semble avoir posé aux initiatrices du « *Patanti* » est de savoir comment lutter contre ces méventes. Il semble que ce soient les réflexions conduites dans ce cadre qui ont amené certaines femmes à proposer la formation d'un grand groupe réciprocal au sein duquel la responsabilité serait partagée et des garanties mutuelles données. Elles organisent alors la "tontine de boisson".

2.2. Figures du « *Patanti* » et modes de fonctionnement

Le « *Patanti* » en milieu *M'belmè* prend plusieurs formes qui déterminent ses modes de fonctionnement.

« Le mot "Patanti" provient du nom d'une valeur inactive appelée "patente". Cette valeur inactive est placée par le trésor public ou les impôts et recettes. C'est une taxe d'organisation de manifestation délivrée aux tenanciers de cabarets de boisson. La mauvaise prononciation du terme "patente" a donné le mot "Patanti" » (Gnarigo, Producteur, Tapoga, Août 2017).

Originellement, autour des cabarets de la commune de Cobly, il y aurait de la boisson en quantité, de la musique à foison et des clients qui se distraient. C'est une activité qui compenserait, *peu ou prou*, le manque de loisirs et d'activités ludiques dans le milieu. A l'occasion des animations de ces cabarets, il semble qu'il y ait souvent eu des dérapages qui se sont parfois soldés par des coups et blessures. Les tenanciers de ces cabarets de boisson, pour éviter des embrouilles avec les forces de l'ordre et les autorités locales, payent alors des patentes qui légitiment leurs activités. C'est le Chef Village territorialement compétent qui les oriente dans le processus de paiement de cette patente. Après s'être acquitté de celle-ci, ils obtiennent une quittance qui sert de faire valoir et leur donne un gage sécuritaire et ainsi qu'aux participants aux « *Patanti* ». Ainsi, au moindre grabuge qui dégénère, ils exhibent cette quittance à toutes les étapes de résolution du différend pour prouver qu'ils étaient dans la légalité. Le « *Patanti* », serait alors une déformation locale de « patente », une appellation générique généralement utilisée pour désigner la vente de boisson en cabaret. En gros, le « *Patanti* » est, avant toute chose, une activité organisée autour de la vente du *Tchoukoutou*.

Les enquêtes révèlent deux systèmes de vente de boisson en cabaret à Cobly. Il y a d'abord, la vente de boisson par des tiers qui, à coups de musique, attirent et maintiennent en haleine des clients. Souvent, certains de ces cabarets, qui s'animent les soirs, se transforment en des bals

poussière à l'image des « *kouankouan* ⁴ ». Ces cabarets s'animent tous sporadiquement, soit les jours ordinaires, soit les jours de marché, soit les week-end ou les jours de fête. Selon les personnes rencontrées sur le terrain, l'historique de cette pratique situerait son début aux années 1970 avec l'avènement de la vente du sorgho et du *Tchoukoutou* sur les marchés. C'est donc une vente sporadique, individuelle et isolée de boisson qui permet au tenancier d'un cabaret de boisson de « couler » une quantité importante de boisson. Ce qui favorise la vente de cette quantité importante de boisson, c'est le maintien des clients par la musique. Le tenancier du cabaret en préparant sa boisson espère vivement la vendre. Deux stratégies de vente s'observent généralement. Dans le premier cas, la boisson préparée peut être achetée par des personnes *lambda* désireuses de se distraire et de se régaler. L'élément moteur ici est la musique qui accompagne la vente. La seconde stratégie consiste à « décharger l'achat de la boisson » sur un tiers. Dans ce cas, ce sont les relations sociales spécifiques comme l'amitié, le concubinage, les relations de plaisanterie et autres qui sont mobilisées et activées. Lorsque le tenancier du cabaret fonde ses espoirs de vente sur ces relations, il demande à une personne de se charger de l'achat de sa boisson. C'est cela le « déchargement ». La personne ainsi indexée prend alors sur elle la responsabilité de mobiliser des gens pour acheter la boisson préparée par le tenancier de cabaret. Ce peut-être des parents, amis et autres connaissances à lui. Cela dure généralement toute une nuit. Le lendemain, le tenancier du cabaret prépare à manger et invite celui ou celle qui a mobilisé pour lui les acheteurs de la boisson. Dans un cas comme dans l'autre, en accompagnant sa vente de musique, le tenancier du cabaret atteint son but de lucre tout en satisfaisant les besoins ludiques des clients ou en comblant leurs manques de loisirs. Avec le temps, cette pratique s'est décuplée. Il y a eu alors un second type qui a pris la forme d'une "tontine de boisson". Celle-ci regroupe des femmes autour de la vente de boisson dans un cabaret. En langue *M'belmè*, elle est appelée « *N'damédék'tikɔnké* », c'est-à-dire "association financière de boisson" ou « *Kadanatké* », c'est-à-dire "entraide de boisson". Il s'agit ici, contrairement au premier type évoqué plus haut, d'un creuset associatif à élan solidaire. C'est un système local de collecte d'épargnes autour duquel se développe des mécanismes d'entraide. En dépit de la base associative et des élans solidaires qui la

⁴ Bals poussières communautaires organisés en week-end ou à l'occasion des fêtes.

caractérisent, cette "tontine de boisson" est alors également appelée « *Patanti* » par glissement ou cooptation progressive du terme qui sert à désigner la première pratique.

Trois éléments différencient fondamentalement ces deux pratiques sur la forme. D'abord, le caractère obligatoire du bal au niveau du premier type. Ensuite, le système de « déchargement de l'achat » sur une tierce personne et la réception de « l'acheteur principal⁵ » le lendemain toujours dans le premier type. Enfin, l'achat prioritaire d'une même quantité de boisson et à un même prix dans le second type, contrairement au premier type qui offre la possibilité à tout le monde d'acheter la quantité voulue, dépendamment des moyens financiers possédés. En dépit de ces éléments de différenciation, les deux pratiques peuvent se combiner parfois, mais souvent dans un sens. En effet, on peut voir des "tontines de boisson" se muer après en « *Patanti* », mais on n'a jamais le « *Patanti* » qui se transforme, *in situ*, en « tontine de boisson ». Pour différencier le second type du premier, l'appellation « *Patanti entraide* » est utilisée dans cet article. En utilisant indifféremment, par la suite, les termes « *Patanti* », "tontine de boisson" et « *Patanti entraide* », c'est donc à cette association de femmes qui se réunissent pour s'attribuer des tours de vente du *Tchoukoutou* autour d'un cabaret qu'il est fait référence.

« Dans la commune, il y a plusieurs associations de "tontine de boisson" qui ont fédéré pour avoir une faïtière au niveau communal. Celle-ci a déjà déposé ses textes à la Mairie. Dans certains villages, c'est le jour de marché que les gens font le « Patanti ». Dans d'autres, ce sont des jours ordinaires. (...) Il y a des cabarets dans tous les villages et les arrondissements de la commune, mais ils ne sont pas tous forcément membres de l'association. Il y avait des cabarets qui étaient membres et qui ont quitté. Certains membres ont quitté parce que les activités ne fleurissaient plus au niveau de leurs zones d'actions. Actuellement, ce sont seulement les associations de l'arrondissement de Cobly qui sont membres de la faïtière. Elles sont au nombre de dix-huit (18). (...) On a en projet de faire des sensibilisations dans les arrondissements et les villages où il y a des cabarets non membres de la faïtière » (Kom'Dèni, responsable d'association, Cobly, Août, 2017).

Au niveau de la commune de Cobly, sous l'influence des acteurs extérieurs, de nombreux acteurs s'organisent et créent des associations ou des Organisations Paysannes (OP) soit de façon anticipative pour capter la rente du développement, soit à la faveur d'un projet mis en œuvre. Cela fait finalement effet de mode, surtout depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté de

⁵ Celui sur qui on a déchargé l'achat.

l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) sur les droits des sociétés coopératives qui conditionne les appuis aux populations du monde rural à la formalisation d'organisations. Producteurs du riz, producteurs des spéculations maraîchères, producteurs de maïs, pour ne citer que les plus importantes filières, sont poussés à Cibly vers des regroupements. Ces regroupements démarchent constamment leurs reconnaissances sociale et institutionnelle et leurs financements auprès des pouvoirs publics et des organismes étrangers. C'est dans ces contextes que les « *Patanti entraide* » sont apparus. Leurs initiatrices, qui vendaient ordinairement le sorgho brut ou le *Tchoukoutou*, se sont rendues compte qu'elles étaient un maillon important de la filière agricole « sorgho ». En formalisant le « *Patanti entraide* », elles avaient pour objectifs d'assurer aux membres une autonomie financière, une protection réciproque par rapport aux événements de la vie et aux impôts, de créer une organisation susceptible de représenter valablement les membres devant l'administration communale et d'influencer les prix d'achat des intrants qui entrent en compte dans la fabrication de la boisson. L'organisation est structurée du niveau village au niveau communal. En effet, elle a des représentations au niveau des différents paliers infra communaux et au niveau communal. Ce sont les représentants du niveau arrondissement qui vont au niveau de la commune pour mettre en place l'association faîtière de la commune. Ces "tontines de boisson", qui étaient des associations de droits entendus, par effet d'imitation des Organisations Paysannes (OP) appuyées par des acteurs extérieurs et les services étatiques, se formalisent progressivement. Son désir de reconnaissance qui se dirige uniquement vers les pouvoirs publics ne s'inscrit pas dans des démarches clientélistes, parce que le sorgho ne fait l'objet d'aucun appui. Actuellement, sa formalisation s'arrête donc au niveau communal et reste encore embryonnaire, contrairement à celle des filières évoquées plus haut. En effet, les textes règlementaires de l'association faîtière visent beaucoup plus à la rendre visible, parce que son fonctionnement réel est plus un fonctionnement de fait que de droit. Malgré cela, elle et ses démembrements restent indubitables et incontestables dans le milieu *M'Belmè*. Selon Togolo (1998), une institution d'épargne comme le « *Patanti entraide* » vit et se vit dans une société, c'est-à-dire qu'elle a un objet social que la réglementation n'élude pas, parce qu'elle sert simplement à rationaliser le fonctionnement.

« Les femmes en association autour d'un cabaret de boisson ont des tours de passage de vente. Ces tours sont déterminés par tirage au sort. Si une femme a la possibilité et le capital financier nécessaire, elle peut décider d'avoir plusieurs tours. Si par exemple elle choisit de faire trois tours, elle fait trois tirages. Les tours ne se suivent pas et ne peuvent se suivre. Les numéros choisis, après tirage, sont inscrits, dans un cahier, devant le nom de chaque femme membre. Celles qui choisissent de faire plusieurs tours, se voient alors affectées plusieurs numéros. Cela étant, le nombre de tour total n'est pas forcément égal au nombre de membres dans l'association, mais plutôt au nombre de membres plus le nombre supplémentaire de tours annoncés. En fonction d'un certain nombre de paramètres, il est possible de faire des permutations de tours entre membre. C'est là, la manifestation même de la solidarité dans le groupe. (...) Après le tirage, on se concerte sur la part que chaque femme doit donner à chaque vente. La part, c'est-à-dire le montant à investir à chaque tour par personne dans l'achat de la boisson peut être fixée à 1000 f CFA (1,52 euros) ou 2000 f CFA (3 euros). Parce que j'ai choisi trois tours, lorsque les autres vendent, je suis obligée d'acheter pour la part retenue fois le nombre de tour pour lequel j'ai opté. Autrement dit, si la part est à 1000 f CFA (1,52 euros) et que j'ai trois tours, cela suppose qu'avant la fin de cette ronde, toutes les autres femmes achèteront pour 3000 f CFA (4,57 euros) chez moi. Pour ce, j'ai l'obligation, si chacune des autres membres a un seul tour, d'acheter pour 3000 f CFA (4,57 euros) chez chacune. Cette règle est établie pour garantir la réciprocité. En dehors de la part qui est obligatoire, chaque membre peut acheter à boire à des tierces personnes pour le montant voulu » (Iribiénou, responsable d'association, Coby, Avril 2014).

L'argument avancé par Iribiénou est assez représentatif de l'organisation du « Patanti ». Les rapports entre les membres du « *Patanti entraide* », comme le laisse transparaître la description qu'elle en fait, sont codifiés par des normes précises et contraignantes. Quoique non consignées dans un manifeste formel de collaboration, ces normes sociales et gestionnaires sont largement partagées et respectées et c'est d'ailleurs ce qui justifie la pérennité spatialement relative, mais réelle du « *Patanti entraide* » et sa reproduction constante. Le principe est simple, mais contraignant. La femme qui est de tour prépare une quantité voulue de bière du sorgho et va au cabaret. Le rôle des autres femmes se résume à donner l'argent arrêté de commun accord pour obtenir la quantité de bière convenue. Les données produites confirment donc Togolo (1998), lorsqu'elle écrit que :

« la contrainte est ce qui fonde l'autonomie d'une (telle) organisation par rapport à son environnement dont font partie ses membres. Sa finalité est de limiter la liberté d'action des uns et des autres dans un groupe. La transposition préconisée présuppose un corps de règles en relation avec la tontine ; un ensemble de règles et de sanctions qui s'agrègent en un tout cohérent et parvenant à la permanence et à l'autoritarisme. Cela

revient donc à s'assurer de la réalité des normes dans la tontine et de la façon dont elles sont respectées suggérant ainsi un système de régulation » (Togolo, 1998 : 96).

Parodiant Rouland N. cité par Gaud M., (1999 : 31-32), on pourrait dire, sans risque de se tromper, que cette catégorie de droits étendus, dont le contenu est localement édicté et appréhendé, est très peu connue du monde scientifique et des acteurs intervenants dans les champs du développement, en raison de leur caractère non officiel. De même, bien qu'on s'accorde pour reconnaître leur difficile appréhension par les acteurs extérieurs sans une investigation conséquente, ils constituent pourtant plus les droits réellement appliqués que les droits étatiques et s'éloignent également assez souvent des droits traditionnels, car ils sont essentiellement innovants.

3. Rationalités et fonctions du « *Patanti entraide* »

Le « *Patanti entraide* » est sous-tendu par des rationalités multiples desquelles découlent des fonctions spécifiques tant au niveau individuel que collectif.

3.1. Rationalités du « *Patanti entraide* »

Les rationalités dont il est question dans ce papier sont les moyens mobilisés par les membres de l'association pour atteindre en conscience les objectifs poursuivis. Comme le mentionnent Alpes et *al.* (2010), ces rationalités contiennent logiquement des cohérences internes qui constituent les socles sur lesquels le « *Patanti entraide* » se fonde. En effet, suite à la prise de conscience des difficultés qui sont les leurs et du fait qu'elles n'ajoutent aucune valeur au sorgho en le vendant à l'état brut, certaines femmes ont entrepris de partir d'une activité couramment exécutée dans la commune de Cobly (la vente de *Tchoukoutou*), voire même au-delà, pour construire une pratique à la fois sociale et économique. Elle est une pratique sociale à travers les liens sociaux qui se nouent, se renforcent et se dénouent même parfois dans les espaces qu'elle légitime et une pratique économique au travers des logiques marchandes qui la structurent. C'est surtout l'emmêlement de ces notions antithétiques dans les espaces que le « *Patanti entraide* » crée qui renforce ses bases. Ces initiatrices lui ont assigné les objectifs globaux évoqués plus haut.

Le « *Patanti* » en général et le « *Patanti entraide* » en particulier est souvent considéré comme une structure de perversion, parce qu'ils se construisent autour d'un produit qui semble prédisposer à l'alcoolisme. Pourtant, au-delà du vice qui se perçoit superficiellement et qui peut être à la fois fondé et non fondé⁶, le « *Patanti entraide* » donne à analyser des rationalités précises et assume des fonctions spécifiques. Il n'est pas forcément représentatif des pratiques locales d'épargne et de solidarité, mais sa connaissance empirique permet de mieux appréhender ses rationalités et ses fonctions. Comme on peut s'en rendre compte à travers la description qui en a été faite, il s'agit bel et bien d'une action collective qui perdure. Cela dément en partie Fadonougbo (2012) qui, à travers son analyse, a inclus la multiplication des « *Patanti* » en général et du « *Patanti entraide* » en particulier, parmi les facteurs qui, au-delà des associations, déconstruisent l'action collective et contribuent à la décroissance du nombre de groupes d'actions collectives à Coby. Selon lui, c'est un facteur important parce qu'il favoriserait la consommation de l'alcool et renforcerait l'ébriété des gens. La focale d'analyse choisie par cet auteur, sans être forcément balayée d'un revers de main comme un « *gabage* », ne permet pas, comme il le dit d'ailleurs lui-même (p. 109) de considérer les expériences associatives en cours dans les villages de Coby comme des variables majeures pouvant faciliter la compréhension des dynamiques sociales en cours depuis quelques décennies. Les données produites dans le cadre de la présente étude révèlent que la pratique collective du « *Patanti entraide* » porte en elle trois types de rationalités à savoir : la rationalité axiologique, la rationalité en finalité et la rationalité instrumentale⁷. Ces différentes rationalités sont mises à l'épreuve de la réalité quotidienne qui les structurent et les déstructurent. Cela s'entend parce que cette pratique est organisée autour d'un produit qui a fait sens, qui fait sens et qui fera sens pour les populations de la commune.

3.2. Fonctions du « *Patanti entraide* ».

La "tontine de boisson" est une pratique collective d'épargne originale et innovante qui a non seulement une vocation financière, mais aussi sociale. Elle relève de ce que certains analystes ont appelé l'épargne informelle.

⁶ Il avait été dit plus haut que les perceptions ne constituent un objet de préoccupation majeure dans cet article.

⁷ Confère Alpes et al., 2010 : 169-170 pour contenu des différents types de rationalité

« (...) Peut-être qu'une femme a une bassine de 25 kg de sorgho. La bassine, quand le prix est convenable sur le marché, tourne autour de 6000 f CFA (9,14 euros). Si la femme décide de vendre le sorgho brut, elle aura alors au plus 6000 f CFA (9,14 euros). Or, si elle est membre de l'association des femmes "tontine de boisson" et qu'elle fait la boisson à son tour, avec la seule bassine de sorgho, elle aura une recette de plus de 20 000 f CFA (30,50 euros). S'il y a le marché, sa recette peut aller même jusqu'à 25 000 f CFA, voire 30 000 f CFA (38,11 à 45,73 euros). Elle peut prendre 15 000 f CFA (22,86 euros) sur cette recette par exemple pour payer la location du cabaret qui s'élève généralement à 1500 f CFA (2,28 euros) par jour et pour acheter et stocker du sorgho en vue de la fabrication de nouvelles boissons. Le reste de l'argent, elle prend une partie pour commencer d'autres Activités Génératrices de Revenus (AGR) et une autre pour faire face à des contraintes de vie. Toute analyse faite, nous avons vu que cela nous arrangeait plus que la vente brute du sorgho. (...) Certaines de nos enfants, qui sont au Collège d'Enseignement Général (CEG) et qui sont renvoyées à cause de la contribution scolaire, viennent nous voir pendant les congés, les vacances ou un week-end si c'est urgent. Elles négocient pour avoir un tour dans le cabaret pour vendre la boisson. Cette vente, accordée par solidarité et soutient à la scolarisation des filles qui n'est pas une évidence dans notre milieu, leur permet d'avoir l'argent nécessaire pour payer la contribution et satisfaire à certains autres besoins pendant un temps » (Tanjoma, membre de la tontine de boisson, Kédékè, Avril 2014).

De nombreux analystes se sont demandés et se demandent encore comment mobiliser l'épargne en milieu rural sans se référer aux Institutions Financières Officielles (IFO) et aux crédits usuriers. La "tontine de boisson" en donne une illustration. Elle facilite l'accès à l'épargne et contribue à la capitalisation (re) des AGRs des femmes dans un contexte où leur accès aux Institutions de Micro Finance (IMF) ou aux Structures de Financement Décentralisées (SFD), même *welfaristes*⁸, qui relèvent des IFO de proximité, est conditionné par des garanties difficilement mobilisables par une frange importante de la population féminine de la commune de Cobly. Au regard des données collectées, la première fonction qui transparait alors de l'analyse du « *Patanti entraide* » est la mobilisation d'une épargne importante qui contribue à l'autonomisation⁹ de la femme et au renforcement de ses pouvoirs économiques. Cela améliore également sa capacité financière et, par ricochet, sa capacité d'autofinancement d'AGR et réduit sa dépendance aux crédits usuriers et familiaux. En effet, les recettes qu'elle tire du « *Patanti entraide* » l'aident à renforcer sa vente sporadique du

⁸ Les IMF *welfaristes* visent une clientèle composée des plus pauvres des pauvres économiquement actifs et l'objectif visé est leur auto emploi.

⁹ L'idée d'autonomisation, comprise comme un renforcement de la capacité à faire des choix, par opposition à un lien de dépendance et de soumission,

Tchoukoutou, à mieux organiser ses « *Patanti* » ordinaires et à initier d'autres AGRs. Par ailleurs, cela accroît sa capacité contributive au fonctionnement de son ménage. En effet, dès lors qu'elle a des revenus supplémentaires, elle contribue aux revenus du ménage en prenant en charge les petits sous qu'elle réclamait à son mari pour acheter les condiments pour faire la sauce. Ainsi, elle contribue à la sécurité alimentaire du ménage. Dans un autre registre, cela l'aide à supporter, sans attendre son mari, ses dépenses de prestige telles que l'achat d'un pagne, surtout d'un pagne en dehors de la période des fêtes, l'achat de boucles d'oreille et autres objets de parure. Ces objets de prestige, qu'elle acquière, lui donnent de la valeur et renforcent son estime de soi. Par ailleurs, les revenus qu'elle tire de cette activité l'aide à contribuer à la prise en charge des coûts des soins de santé et des dépenses liées au prestige des enfants. Pour ces différentes raisons, de nombreuses femmes se battent pour rentrer dans ces groupes pour avoir une autonomie financière vis-à-vis de leurs maris, car, comme l'écrivent A. Adjmagbo et A-E. Calvès (2012 : 10), « l'exercice d'une activité rémunératrice est l'un des premiers facteurs reconnus de l'émancipation, dans lequel les individus fondent généralement des attentes non seulement d'indépendance économique, mais aussi d'épanouissement social et individuel ». L'impact de l'activité concerne donc non seulement les femmes membres de ces associations, mais aussi le groupe auquel elle appartient, voire l'environnement global.

Sur un autre plan, à cheval sur l'économique et le social, cette tontine joue un rôle prépondérant. Il s'agit du domaine de la scolarisation des enfants, notamment des filles, dans lequel, depuis les années 1990, la coopération néerlandaise et d'autres organisations telles que World Education travaillent dans la commune de Cobly. L'objectif visé par ces acteurs, est de faire en sorte que la scolarisation des filles soit systématique. Pour parvenir à cela, ces organismes se sont consacrés au renforcement des capacités des femmes, de sorte qu'elles ont acquis, au fil du temps, une importante place dans les dispositifs de promotion de la scolarisation des filles, notamment dans la mobilisation du financement indispensable. Dans les ménages où le mari décrète unilatéralement qu'il ne s'occupera que de la scolarisation des garçons, plusieurs stratégies sont utilisées. Au nombre de celles-ci on peut évoquer d'abord la mobilisation par la mère, via la "tontine de boisson", des ressources financières nécessaires à

la scolarisation et au maintien de sa ou ses fille (s) dans les divers ordres d'enseignement. Certaines femmes membres de la "tontine de boisson" qui ont des enfants au collège par exemple, destinent les revenus qu'elles mobilisent uniquement à la satisfaction des besoins scolaires de leurs enfants. Ensuite, on peut évoquer, la facilitation par les membres de la tontine de la mobilisation des ressources suffisantes, à la fille, à travers la concession de tours de vente bien qu'elle ne soit pas membre de l'association. Ce sont surtout les filles sans soutiens apparents que cela vise. A travers cette stratégie, les membres de l'association les aident à couvrir, à suffisance, leurs besoins matériels et financiers qui persistent et qui sont causes de déscolarisation pour de nombreuses d'entre elles, en dépit de tous les efforts consentis. Les femmes membres du « *Patanti entraide* » contribuent également à la mobilisation des recettes communales à travers les taxes de 5000 f CFA qu'elles payent par an par cabaret.

« Naturellement, dans les sociétés africaines, la femme est un vecteur d'information. Elle a le besoin de savoir ce qui s'est passé dans la cour d'à côté hier, et elle a aussi besoin de dire à la femme de la case d'en face ce qui s'est également passé hier chez elle. Par le passé, quand il n'y avait pas les Points d'Eau Potables (PEP), elles avaient les rivières où elles se retrouvaient en grands groupes pour passer des heures à échanger et à s'informer. Aujourd'hui, avec la disponibilité en eau potable et surtout la proximité des Points d'Eau Potable (PEP), elles n'ont plus de raisons valables pour sortir de la maison et revenir après deux heures, à moins que cela soit le jour du marché. Cela contribue à légitimer la pertinence de cette tontine qui les met ensemble toute une journée, parce qu'une femme qui dit à son mari je vais à la tontine de boisson est partie pour ne revenir que le soir. (...) Là, elles profitent pour échanger sur tout. C'est une autre manière de libérer la parole féminine et cela révèle un désir d'expression que la société ne comble pas forcément par d'autres mécanismes. Et au-delà de ça, ce sont des espaces où elles se comparent entre elles et comparent leurs maris. Vous allez voir des groupes qui, à la fin de la tontine, vont dire on va sortir les pagnes pour voir celles qui, parmi nous, sont « branchées ou à la mode ». Cette pratique offre des instants d'énormes fiertés, d'énormes émulations, mais aussi d'énormes frustrations, parce que celles qui n'arrivent pas à sortir les pagnes en vogue rentrent la tête baissée, peut-être avec la farouche volonté de relever prochainement le défis, mais la tête baissée tout de même. C'est tout ça qui les entretient, c'est tout ça qui favorise la tontine de boisson. Ce sont des aspects qu'elles n'évoqueront jamais elles-mêmes, mais qui, se basant sur leurs désirs d'émancipation, sont pertinents et profonds de sens » (Boni, responsable d'ONG en appui aux activités agricoles, Cobly, Août 2017).

En concordance avec certaines analyses de Togolo (*Op. Cit*), on pourrait dire, au regard de ce qui est évoqué par Boni, que l'essor de la "tontine de boisson", n'est pas lié aux seules considérations financières ou économiques. Il y a derrière une fonction socialisante qui tend à inculquer individuellement ou collectivement certaines valeurs sociales et économiques, notamment construites autour du « vivre ensemble », du « faire ensemble » et du désir d'émancipation. Sur le plan individuel, l'engagement repose sur le respect de la parole donnée qui impose discipline, rigueur et sens de privation, voire d'anticipation. Autrement dit, la nécessité d'honorer son engagement tontinal accroît l'effort au travail et intensifie les désirs de commercialisation. La tontine modifie donc les comportements économiques des membres et facilite le conseil et la surveillance de la gestion des affaires personnelles. Il y a aussi une fonction sécurisante du membre (mis en confiance et renforcement de la confiance en soi). La confirmation à Cobly de certaines analyses de Togolo (1998), montre la transversalité de certaines réalités propres aux sociétés africaines, transversalité qui n'élude guère la nécessaire contextualisation des entreprises heuristiques. Indépendamment ce qui est évoqué plus haut et contrairement à d'autres tontines, le « *Patanti entraide* » élargit le capital social des membres et crée des liens sociaux souvent résilients qui vont au-delà de son champ d'expression autour du cabaret. C'est aussi un creuset où les membres arrivent à se sensibiliser et à se conscientiser par rapport à leur statut social, leurs rôles et responsabilités tant au sein de leurs familles que sur les espaces villageois et communaux. Sensibilisation et conscientisation également par rapport à d'autres de sujets et problèmes majeurs. Lorsque par exemple on avance vers les échéances électorales, on surprend, selon la plupart des personnes rencontrées, parfois des débats politiques au niveau de certains « *Patanti entraide* », alors que si elles étaient à la maison, les femmes membres ne pouvaient pas forcément mener ces débats. Cela amène à établir un parallélisme entre le « *Patanti entraide* » et les « grins de thé » en milieu ivoirien (S. Vincourt, S. Kouyaté (2012) et sahélien (J. Kieffer, 2006) qui sont des regroupements d'hommes autour de café, où se mènent, se mêlent et se démêlent les stratégies politiques, les choix de candidats, le choix des chefs de la communauté. A bien observer ces grins, on peut dire que ce qui les regroupe (le thé) les amène à « s'entretuer » progressivement. Or, les fonctions qu'ils assument sont au-delà de cette apparence béante. Le « *Patanti entraide* » s'inscrit dans les mêmes perspectives, mais ici avec une dominance de

femmes. Il offre ainsi à analyser un espace d'interpénétration des domaines social, économique et politique.

Sur le plan collectif, il crée entre les membres, à l'instar du cas étudié par Togolo (1998), la caution collective ou la solidarité de groupe, de sorte que les membres se doivent assistance mutuelle aussi bien dans les moments de tristesse que de liesse. Elle légitime des lieux de convivialité, d'expression, de détente, de connivence, de partage de valeurs et de capitaux divers (renforcement de l'estime de soi). Sur ce même plan, il renforce le « pouvoir avec » des membres, c'est-à-dire leurs capacités à travailler ensemble ou dans des creusets d'actions collectives. Sur un plan à la fois collectif et individuel, il assume une fonction ludique qui participe à l'équilibrage psychologique des populations.

L'enracinement de la tontine dans le milieu s'explique, comme l'écrivait N'Zemen, « par un besoin de convivialité, de sécurité, d'épargne, d'accès au crédit et de progrès de l'homme » (N'Zemen M., 1988 : 130 cité par Togolo, 1998 : 89). La participation à cette tontine permet à la femme, au-delà de l'épargne, d'avoir confiance en elle, d'avoir un statut dans la communauté et dans sa famille et de disposer d'un pouvoir de négociation tant dans son ménage qu'en dehors.

Les fonctions évoquées ici s'inscrivent dans un processus de renforcement de l'*empowerment* de la femme. Convoquer cette notion dans cet article invite à faire un petit débriefing la concernant. L'*empowerment* est un concept qui est abondamment utilisé, depuis quelques années, en lien avec les actions conduites en vue du développement des populations des Pays en Voie de Développement (PVD). Wong (2003) parlera de l'inclusion sans précédent de l'*empowerment* dans les discours développementistes qui a suscité à la fois surprise et enthousiasme. Pourtant, l'*empowerment* (individuel et dépolitisé) est souvent réduit, dans la pratique, à sa dimension économique ignorant les dimensions psychologiques et sociales du pouvoir (Wong, 2003, cité par Claves, 2009 : 741 et 745). En effet, généralement, il s'agit des processus de lutte contre la pauvreté, pour maintenir la paix sociale, mais vides d'une réelle volonté de changer les rapports hommes/femmes, qui restent largement tels que traditionnellement déterminés (Charlier S., 2006 : 5). Face à l'ampleur du détournement de la

signification du mot *empowerment*, des moyens pour le mettre en œuvre et de sa finalité, plusieurs acteurs s'interrogent actuellement sur sa valeur (Batliwala, 2007 ; Cornwall, Brock, 2005). C'est pour relever certaines de ces insuffisances qu'il est utilisé, dans le cadre de cet article, avant tout pour désigner les pouvoirs acquis par les acteurs sociaux via certains processus pour être de réels acteurs de la transformation de leurs vies et de leurs environnements (Banque Mondiale, 2001 ; D. Narayan, 2004 ; S. Charlier, 2006 ; Aslop et alii, 2006 ; D. Houéto, W. d'Hoore, D. Charlier et A. Deccache, 2007 ; A-E. Claves, 2009). Comme le disait C. Moser (1989 cité par MFSN, 2009 : 31), c'est la capacité (des femmes) à accroître leur propre autonomie et leur force interne ; le droit de faire des choix dans la vie, d'influencer la direction des changements via la capacité d'acquérir le contrôle sur les ressources. Parodiant Charlier S. (2006), on pourrait dire que l'analyse du processus d'*empowerment* met ici en évidence la manière dont les opportunités de prise de pouvoir¹⁰ sont utilisées ou laissées pour compte par les membres du « *Patanti entraide* », ainsi que la manière dont ces opportunités permettent un changement dans l'environnement immédiat des membres et au-delà. L'analyse de l'*empowerment* se fait donc à deux niveaux : par rapport à la capacité de la femme membre à procéder à des changements personnels amélioratifs¹¹ et par rapport au changement social et politique¹². Si La notion d'*empowerment* a souvent été comprise comme le « pouvoir sur », soit à travers une institution, soit à travers un mouvement social, il sera considéré ici, comme le stipule S. Charlier (2006) et Ninacs (2003), dans sa totalité. Cela amène à inclure aussi les autres dimensions du pouvoir à savoir : le « pouvoir intérieur », le « pouvoir de » et le « pouvoir avec¹³ ».

¹⁰ C'est le pouvoir qu'un individu peut avoir sur sa propre vie. Au plan collectif, c'est aussi le pouvoir de l'individu au sein du groupe dans une vision collective de transformation de la société, d'action politique. Selon Robertson et Minkler, (1994), le pouvoir est la capacité d'un individu ou d'une communauté à prévoir, contrôler et participer au développement de son propre environnement (intérieur et extérieur).

¹¹ Appropriation de pouvoir, autonomisation, force personnelle, développement de la puissance d'agir, contrôle, confiance en soi, liberté de choix, vivre pour défendre ses droits, indépendance, maîtrise de ses décisions, émancipation, prise de conscience.

¹² Capacité d'influencer l'orientation des changements sociaux visant à créer un ordre social et économique plus juste au niveau du ménage, familial, communautaire, national, voire international

¹³ Confère Ninacs (2003), pour le contenu de chacun des types de pouvoir.

Selon Calvès (2009 : 745), la multiplication exponentielle des initiatives de microcrédits et des Self-Help Groups (SHG), présentées par les organisations internationales de développement comme l'outil par excellence d'*empowerment* des femmes et des pauvres, illustre bien le détournement du concept d'*empowerment* évoqué par Batliwala (2007) et Cornwall et Brock (2005), et sa faible mise au profit du développement réel des acteurs. Toutefois, si sur le terrain rapporté par Calvès (2009), les SHG se basent sur l'hypothèse que l'accès aux ressources financières suffit à l'*empowerment* économique des femmes et mène automatiquement à l'*empowerment* social, alors même que l'épargne et le remboursement des crédits dominant leur agenda au détriment des activités d'éducation et de conscientisation des femmes, les « *Patanti entraide* » s'inscrivent dans des logiques plus profondes d'*empowerment* des femmes. Ils indiquent certains moyens individuels et collectifs mis en œuvre par les femmes de Coby pour atteindre leurs objectifs de développement. Ils accordent aux femmes des capacités d'exercer des pouvoirs en vue de choisir, de décider et d'agir (ressources et responsabilité) conformément aux aspirations qui sont les leurs. Ils renforcent donc les pouvoirs « intérieur » (estime de soi, confiance en soi...), « d'action ou pouvoirs de » et « avec ». Cet *empowerment* des membres du « *Patanti entraide* » sur les plans social et économique, voire politique table sur « les capacités individuelles et collectives qui permettent d'accéder à et de contrôler les moyens (ressources, pouvoir, etc.) » (Charlier S., 2006 : 5), en un mot d'agir non seulement sur leurs propres vies de façon autonome, mais également de contribuer, dans une approche collective, à la transformation de la société. Cette tontine relève des types d'association au travers desquelles, objectivement et profondément, se mène localement et avec des intrants locaux la lutte contre les discriminations sociales et économiques. Ce renforcement des pouvoirs des acteurs et cette mobilisation des énergies locales est sans nul doute une des conditions indispensables pour avancer sûrement sur le chemin brisé qui mène au développement. Le « *Patanti entraide* » prouve, *in fine*, aisément la capacité des femmes à non seulement faire face aux contraintes, mais aussi à saisir de nouvelles opportunités pour se libérer, individuellement ou collectivement, des vulnérabilités qui les oppressent.

Conclusion

Le contexte de cette étude est la commune de Cibly, notamment le milieu M'Belmè. L'avènement de la vente du *Tchoukoutou* (bière de sorgho) y a été une aubaine pour l'économie locale et pour les femmes. Socialement les « *Patanti* » s'organisent autour de cette bière de sorgho. Ils prennent deux formes à savoir la forme sporadique individuelle et la forme associative. C'est la seconde forme qui a fait objet d'investigation et d'analyse dans le cadre de cet article. L'objectif poursuivi ici est de comprendre et d'analyser, sous l'angle de l'approche d'analyse « genre-*empowerment* », les logiques qui fondent et déterminent les activités des tontines de boisson.

Les données produites montrent comment, le « *Patanti* entraide », en dépit des analyses qui l'élèvent au rang de pratique qui déstructure l'ordre établi, renforce l'*empowerment* des femmes en contribuant à bouleversé leur place dans l'économie locale et dans le milieu social, voire politique. En effet, il leur confère, pour la première fois, un rôle majeur dans une association qui n'est pas suscitée ou appuyée par des acteurs extérieurs. De même, il favorise une plus forte capitalisation de leurs AGRs, dans un contexte où les crédits qui devraient être accessibles à tout le monde, sont hors de portée du grand nombre. Les revenus qu'elles tirent de ces AGRs impactent, au-delà d'elles-mêmes, leurs familles, leurs proches, voire la communauté et les mettent à l'abri des crédits usuriers et des crédits familiaux. Les analyses réalisées ont permis donc de montrer que cette tontine de boisson touche des dimensions aussi bien individuelles (émancipation sociale et économique des femmes) que collectives (partage des valeurs et connaissances, apprentissage) plus ou moins marquées et qu'elle renforce, non pas le pouvoir des femmes, mais leurs pouvoirs. L'option pour l'approche plurielle du pouvoir a permis d'élargir les angles d'analyses.

Les logiques qui s'entrecroisent dans l'espace que crée cette pratique d'économie solidaire allient l'économique, le social et le politique. Par rapport à cette dernière dimension, ces associations ne sont pas des tremplins systématiques vers des instances publiques de prise de décisions, mais elles contribuent au renforcement des Pouvoirs d'Agir des femmes. Rien de ce qui a été observé et recueilli comme données dans ces tontines de boisson n'autorise à

affirmer que les femmes qui y prennent part ont plus d'*empowerment* que le reste de la population féminine du milieu M'belmè (il faudra des analyses croisées pour le soutenir), mais il prouve avec certitude qu'elles participent au remodelage progressiste de l'espace familial, social, économique, organisationnel et à celui des rapports hommes-femmes au sein des M'belmè. Dans un contexte où l'accès aux ressources, leurs contrôles et la participation aux espaces publics ne sont pas donnés à tout le monde, *a priori*, la façon dont les femmes conçoivent leur avenir et les opportunités qu'elles s'offrent pour concrétiser les actions qu'elles envisagent mener pour résoudre leurs problèmes, sont notamment liées à leur insertion à des espaces qui, comme les tontines de boisson, contribuent à les libérer et à renforcer leur *empowerment*.

BIBLIOGRAPHIE

- Adjamagbo A. et Calvès A-E. (2012). L'émancipation féminine sous contrainte, *Autrepart*, 2 (61), 3-21.
- Alpes et al. (2010), *Lexique de sociologie*, Dalloz, France
- Alsop R., Bertelsen M., Holland J. (2006), *Empowerment in Practice: from Analysis to Implementation*, Washington, D. C., The World Bank, 371 p.
- Banque mondiale (2001), *World Development Report 2001-2002: Attacking Poverty*, Washington D. C., Banque mondiale, 379 p.
- Batliwala S. (2007). Putting power back into empowerment, open Democracy http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0
- Blasco C. (2008). Résistances des femmes des Suds à la mondialisation, <http://www.resistingwomen.net/spip.php?article411>
- Calvès A-E. (2009). « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement, *Revue Tiers Monde*, Vol 4 (200), 735-749.
- Cornwall A. & Brock K. (2005). Beyond Buzzwords “Poverty Reduction”, “Participation” and “Empowerment”, in *Development Policy*, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).
- De Lame D. (2000). Etude de genre et développement, de l'archétype à la polyphonie, in De Lame (ed.), *Genre et développement*, Bulletin de l'APAD (20), 1-12
- Fadonougbo F. F. (2012). La crise de l'action collective au niveau village. Les effets des projets de développement participatif (1990 à 2008) dans la commune de Coby au Nord Bénin, Mémoire de DEA en sociologie anthropologie du développement, UAC, Bénin
- Gagnon Y. C. (2012). L'étude de cas comme méthode de recherche, Presses de l'Université du Québec
- Gaud M. (1991). Nouveaux regards sur l'économie informelle, *Afrique contemporaine*, (157), 23-32
- Kieffer J. (2006). Les jeunes des « grins » de thé et la campagne électorale à Ouagadougou, *Politique africaine*, 1 (101), 63-82.
- Latzko-Toth G. (2009). L'étude de cas en Sociologie des sciences et des techniques, CIRST, Université de Montréal, Québec
- Long N. (1994). Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs, Bulletin de l'APAD [En ligne], 7 | mis en ligne le 13 décembre 2007. URL : <http://apad.revues.org/2183>
- Moser O. N. C. (1993). *Gender planning and development*, Routledge, London, 298 p.

- Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale (MFSN), (2009). Guide méthodologique d'intégration du genre dans les politiques, plans et programmes / projets de développement et curriculum de formation en intégration du genre, Cotonou.
- Narayan D. (2004). Autonomisation et réduction de la pauvreté, Washington D. C., The World Bank.
- Piroux J. (2000). Groupements de femmes rurales au Sénégal. Espaces de liberté ou plateforme pour le changement. In De Lame (ed.), Genre et développement, Bulletin de l'APAD 20, (37-57)
- Togolo O. (1998). Pour une approche institutionnelle de la tontine, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé II-SOA, 88-112
- Verschuur C. (2003). L'empowerment des approches contrastées, études de cas en Amérique, in Verschuur C., Reysoo F. (dir.), *Genre, pouvoirs et justice sociale*, L'Harmattan, 235-250.
- Vincourt S. et Kouyaté S. (2012). Ce que « parler au grin » veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte d'Ivoire, *Politique africaine*, 3 (127), 91-108.
- Wong K. F. (2003). Empowerment as a Panacea for Poverty. Old Wine in new Bottles? Reflections on the World's Bank's Conception of Power, *Progress in Development Studies*, (3), 307-322.